

# Quand l'Europe se prend les pieds dans le tapis wallon

■ Les institutions européennes sortent écornées du psychodrame Ceta, dont elles vont devoir tirer les leçons politiques.

Éclairage Gilles Toussaint et Olivier le Bussy

Déjà solidement écornée par les crises à répétition – économique et financière, migratoire, pseudo-Grexit, vrai Brexit... –, l'image de l'Union européenne se serait bien passée du psychodrame autour de l'accord économique et commercial avec le Canada (Ceta).

Alors que la poussière commence à peine à retomber, on ne peut se départir du sentiment que les responsables des institutions européennes se sont jetés dans les sables mouvants tout seuls, chacun de leurs gestes pour en sortir ne contribuant qu'à les enfoncer un peu plus.

N'ont-ils rien vu venir ? La Commission européenne était pourtant informée de longue date des réticences francophones. La commissaire Malmström s'était elle-même déplacée à Namur et Bruxelles pour tenter d'apaiser les angoisses et faire œuvre de pédagogie devant les députés.

Mais les a-t-elle écoutés ? A tort ou à raison, l'impression qui a dominé ces derniers jours est en tout cas que l'exécutif européen avait sciemment snobé les demandes wallonnes au motif que "quasiment tout le monde était d'accord" et que ces petits "sous-Belges" finiraient par s'écraser. N'a-t-on pas compris à Bruxelles que ces revendications traduisaient un mal-être bien plus large, pourtant palpable au sein de l'opinion publique européenne et au-delà ?

C'est d'autant plus incompréhensible que Paul Magnette et sa troupe ne demandaient pas la lune, mais des accommodements que tous les observateurs s'accordent aujourd'hui à considérer comme très raisonnables.

Ces attentes ont-elles été mal relayées par le gouvernement fédéral, qui est l'interlocuteur direct du Berlaymont ? Possible. Il est vrai que la Commission n'a pas à se substituer à un Etat membre, mais les signaux d'alerte s'étaient néanmoins suffisamment multipliés pour que le réveil européen soit moins tardif.

## Des parlements fantoches ?

Pressé notamment par Paris et Berlin, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, ne cache pas

vraiment qu'il se mord aujourd'hui les doigts d'avoir accepté que le Ceta soit considéré comme un accord mixte nécessitant le feu vert des Parlements nationaux (régionaux et communautaires dans le cas belge). On peut le comprendre. Mais on peut aussi se demander si la réaction eut été identique si le blocage était venu d'outre-Rhin plutôt que d'outre-Meuse... Est-ce à dire qu'il existe des sous-catégories d'Européens dans l'Union ? Que les parlements ne doivent être consultés que si leur allégeance est acquise ?

Sur ce point, la sortie de chef du groupe libéral-démocrate au Parlement européen, Guy Verhofstadt, laissant entendre que l'on pouvait changer la nature du Ceta, et donc, les règles du processus de ratification en cours de route en se passant de l'avis des parlements nationaux, fut un modèle de tir de balle dans le pied. Alors que le projet européen est en pleine crise de légitimité, que le populisme anti-UE (dont les Wallons ont été abusivement accusés) a le vent dans les voiles, on a connu l'ancien Premier mieux inspiré. Ce n'était certainement pas le moment pour lancer ce genre de débat, fut-il fondé.

## Cacophonie à tous les étages

La cacophonie qui a prévalu aux étages supérieurs des institutions européennes mérite aussi d'être épinglée. L'obsession des ultimatums "qui ne sont pas des ultimatums" du président du Conseil européen, Donald Tusk, n'a servi qu'à faire monter la tension et à pourrir la situation. Elle était d'autant plus ridicule

que les faits ont démontré que le report du sommet UE-Canada, initialement prévu à la date du 27 octobre, n'était pas la fin des haricots.

Et la sortie du Polonais sur le fait que le Ceta pourrait être le dernier traité commercial négocié par l'UE – qui, rappelons-le, se targue d'être la première puissance commerciale de la planète – n'a rien arrangé. La Commission elle-même avait d'ailleurs du mal à masquer un certain agacement face à la méthode Tusk.

Les dix derniers jours ont d'ailleurs mis en évidence les tiraillements et les jeux de pouvoir qui agitent les coulisses bruxelloises. Que Jean-Claude Juncker invite de son propre chef la ministre canadienne Chrystia Freeland à négocier directement avec Paul Magnette constitue une solide entorse aux usages européens et un camoufflet pour Charles Michel, même si les circonstances qui ont mené à cette rencontre restent peu claires. Que le président du Parlement européen, Martin Schulz, s'invite in extremis dans la danse pour tenter de relancer le bal, alors que la ministre canadienne s'apprêtait à reprendre son avion pour Ottawa ne l'est pas moins.

Alors c'est vrai, la guérilla wallonne a porté un coup à la méthode communautaire pourtant chérie par notre pays, mais on ne peut s'empêcher de penser que ceux qui ont actuellement la responsabilité de présider à la destinée de l'Europe l'ont un peu cherché.

***“Dommage que les pressions de l’Union européenne sur ceux qui bloquent la lutte contre la fraude fiscale ne soient pas aussi intenses.”***

**PAUL MAGNETTE**

Sur Twitter, le ministre-Président wallon a fait savoir qu’il goûtait peu les pressions dont la Région était la cible.

***“Si nous ne sommes pas capables de convaincre les peuples que ces accords commerciaux sont dans leur intérêt [...], j’ai bien peur que le Ceta soit le dernier accord commercial négocié par l’UE.”***

**DONALD TUSK**

Les sorties du Président du Conseil européen n’ont pas contribué à apaiser l’atmosphère lors des négociations.

***“La Commission ne fixe pas d’échéances, ce n’est pas la façon de faire de M. Juncker.”***

**LA COMMISSION EUROPÉENNE**

Très critiquée par la Wallonie, la Commission estime avoir joué son rôle pour donner toutes les chances à un accord.

***“Cette rencontre a été très constructive et sera peut-être décisive. Je reste optimiste.”***

**MARTIN SCHULZ**

Le Président du Parlement européen s’est invité in extremis dans les négociations.